



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTRUCTION N° DGCS/5B/DGS/SP3/DSS/1A/2022/245 du 2 novembre 2022 complémentaire à l'instruction n° DGCS/1B/5B/DGS/SP2/SP3/DSS/1A/2022/112 du 19 avril 2022 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2022 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et « Un chez-soi d'abord »

Le ministre des solidarités, de l'autonomie
et des personnes handicapées

Le ministre de la santé et de la prévention

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé

Référence	NOR : APHA2231317J (numéro interne : 2022/245)
Date de signature	02/11/2022
Emetteurs	Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées Direction générale de la cohésion sociale Direction de la sécurité sociale Ministère de la santé et de la prévention Direction générale de la santé Direction de la sécurité sociale
Objet	Orientations de la seconde phase de campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques pour l'exercice 2022.
Commande	Mise en œuvre de la suite de la campagne budgétaire pour l'année 2022 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques.
Actions à réaliser	<ul style="list-style-type: none">- Actualiser le taux d'évolution des moyens alloués aux établissements et services médico-sociaux ;- Prendre en compte le montant délégué au titre des revalorisations salariales ;- Appliquer les orientations et la répartition des crédits relatifs à l'amélioration de l'offre en matière de prise en charge en addictologie et de réduction des risques et des dommages.

Echéance	Immédiate
Contacts utiles	<p>Direction générale de la cohésion sociale Service des politiques d'appui Sous-direction Affaires financières et modernisation Bureau Gouvernance du secteur social et médico-social Geneviève NGUYEN Tél : 01 40 56 78 46 Mél : genevieve.nguyen@social.gouv.fr</p> <p>Direction générale de la santé Sous-direction Santé des populations et prévention des maladies chroniques Bureau Prévention des addictions Malisa RATTANATRAY Tél : 01 40 56 65 46 Mél. : malisa.rattanatray@sante.gouv.fr</p> <p>Direction de la sécurité sociale Sous-direction du financement du système de soins Bureau Établissements de santé et établissements médico-sociaux Dorine BIANCO Tél. : 01 40 56 75 27 Mél. : dorine.bianco@sante.gouv.fr</p>
Nombre de pages et annexes	7 pages + 1 annexe (6 pages) Annexe : Notifications régionales pour 2022
Résumé	La présente instruction notifie en complément de l'instruction du 19 avril 2022 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2022 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et « Un chez-soi d'abord », les dotations régionales limitatives modifiées pour les ESMS accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques au titre de 2022. Elle fixe les modalités de mise en œuvre des mesures nouvelles pour ces mêmes structures.
Mention Outre-mer	Ces dispositions s'appliquent aux Outre-mer, à l'exception de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie, et de Wallis et Futuna.
Mots-clés	Objectif national de dépendes d'assurance maladie (ONDAM), établissements médico-sociaux pour personnes confrontées à des difficultés spécifiques, mesures nouvelles, appartements de coordination thérapeutique (ACT), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits halte soins santé (LHSS), lits d'accueil médicalisés (LAM), « Un chez-soi d'abord ».

Textes de référence	- Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ; - Instruction n° DGCS/1B/5B/DGS/SP2/SP3/DSS/1A/2022/112 du 19 avril 2022 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2022 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et « Un chez-soi d'abord ».
Circulaire / instruction abrogée	Néant
Circualire/instruction modifiée	Néant
Rediffusion locale	Établissements et services médico-sociaux et organismes partenaires.
Validée par le CNP le 28 octobre 2022 - Visa CNP 2022-124	
Document opposable	Oui
Déposée sur le site Légifrance	Non
Publiée au BO	Oui
Date d'application	Immédiate

La campagne budgétaire 2022 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, est organisée en deux phases successives. Pour la seconde partie, cette instruction prévoit d'abord l'actualisation du taux d'évolution des moyens alloués aux ESMS pour contribuer au financement de la valeur du point d'indice de la fonction publique et sa transposition dans les ESMS privés. Elle vous indique également le montant délégué au titre des revalorisations salariales décidées dans le cadre de la conférence des métiers du 18 février 2022. Elle précise enfin les orientations et la répartition des crédits relatifs à l'amélioration de l'offre en matière de prise en charge en addictologie et de réduction des risques et des dommages.

1. Les mesures liées à l'inflation, à la revalorisation de la valeur du point d'indice de la fonction publique et la transposition de cette revalorisation dans les établissements privés

Le montant des mesures nouvelles allouées à ce titre est fixé comme suit :

- **5 M€** pour contribuer au financement de 6 mois d'application de la hausse de la valeur du point d'indice dans les établissements et services relevant de la fonction publique et la transposition de cette revalorisation du secteur public au secteur privé dans le cadre d'accords de branche ou d'entreprise ;
- **5,4 M€** pour contribuer au financement de la hausse des prix dans le périmètre des charges financées par l'assurance maladie.

Ces moyens nouveaux sont intégrés aux crédits d'actualisation 2022 permettant ainsi une application globale et homogène à l'ensemble des établissements et services médico-sociaux.

Ainsi, pour l'ensemble de l'année 2022, le taux d'évolution global des moyens alloués aux ESMS est porté à 1,74 %.

Il en résulte un **taux d'actualisation supplémentaire**, pour la seconde phase de campagne budgétaire, de **1,27 %** sur les dotations régionales limitatives au 1^{er} janvier 2022.

Dans le cadre de la campagne tarifaire que vous mènerez avec chaque établissement ou service, vous veillerez à appliquer intégralement ce taux supplémentaire de 1,27 % à la base reductible des ESMS au 1^{er} janvier 2022, en complément de celui appliqué lors de la première campagne budgétaire.

Concernant les établissements sous contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, le taux d'actualisation que vous appliquerez à la dotation globalisée de financement au titre de l'année 2022 sera fixé indépendamment de la trajectoire définie dans le contrat.

2. Les engagements de la conférence des métiers 2022¹

Les annonces réalisées dans le cadre de la conférence des métiers du 18 février dernier étendent le complément de traitement indiciaire aux professionnels de la filière socio-éducative et à tous les médecins exerçant en ESMS. Cette revalorisation est fixée à 183 euros nets par mois pour les professionnels de la filière socio-éducative pour un équivalent temps plein (ETP) et à 517 euros bruts par mois (sans charges patronales) pour les médecins pour un ETP. Cette revalorisation s'applique à compter du 1^{er} avril 2022.

2.1. Contribution au financement de la revalorisation des professionnels de la filière socio-éducative

Un montant de 8,4 M€ vous a été délégué pour contribuer au financement de cette mesure en première circulaire 2022. Un montant complémentaire de **2,1 M€**, soit 20 % de l'enveloppe calculée au niveau national (10,5 M€ pour 9 mois de revalorisation), est réparti dans les dotations régionales limitatives pour le financement de cette même mesure.

2.2. Contribution au financement de la revalorisation des médecins salariés dans les ESMS

S'agissant de la revalorisation des médecins salariés dans les ESMS, un montant de **1,6 M€** vous est délégué pour les 9 mois d'application de la mesure en 2022.

2.3. Contribution au financement de la revalorisation des carrières pour le personnel des ESMS publics et privés

Les accords du Ségur de la santé prévoient une revalorisation des carrières des soignants et des paramédicaux exerçant au sein des ESMS.

Les décrets statutaires 2021 ont conduit à diverses revalorisations salariales au sein de la fonction publique hospitalière. Il s'agit notamment de :

- porter en catégorie B les aides-soignants et les auxiliaires de puériculture avec application de la grille type de la catégorie B issue du nouvel espace statutaire (B type), sans remettre en cause la catégorie active ;
- intégrer les corps infirmiers (infirmiers en soins généraux, infirmiers spécialisés, cadres de santé paramédicaux, infirmiers en pratique avancée) dans la grille « type » de la catégorie A ;

¹ Repères sur la mise en œuvre des mesures annoncées lors de la conférence des métiers du 18 février 2022 : <https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/article/mesures-salariales-dans-les-etablissements-sociaux-et-medico-sociaux>

- revaloriser en conséquence les corps de la catégorie B et de la catégorie A mis en extinction, à due proportion de la revalorisation des corps de la catégorie A comparables ;
- revaloriser en conséquence les corps des filières rééducation et médico technique ayant les mêmes grilles.

Ces revalorisations sont transposées et adaptées au secteur privé à compter du 1^{er} janvier 2022.

L'ensemble des agents soignants est concerné ainsi que les professionnels titulaires médicotechniques et de la rééducation.

Un montant de **3,4 M€** est délégué aux agences régionales de santé (ARS) pour financer cette mesure en année pleine.

3. L'amélioration de l'offre en matière de prise en charge en addictologie et de réduction des risques et des dommages

Les crédits de la mesure 27 du Ségur de la santé « Lutter contre les inégalités de santé » pour l'addictologie (12,7 M€ en année pleine) et d'autres mesures liées à l'addictologie (7 M€ en année pleine) sont délégués de manière pérenne sur 4 mois.

Ainsi, il vous est délégué un montant de **6,6 M€** de crédits pérennes dans cette instruction.

Ils peuvent se traduire par le renforcement des structures existantes (notamment en équivalents temps plein) ou par la création de nouvelles structures.

Les mesures nouvelles déléguées cette année viseront en priorité à renforcer la qualité et la capacité d'action des centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) dans la mission attendue de ces structures, intégrant :

- Une approche généraliste (toutes addictions) de l'accueil, la prévention et de la prise en charge ;
- L'accueil et les consultations à destination des usagers et leur entourage ;
- La prise en charge des addictions, médicale, psychologique, sociale et éducative, incluant le sevrage et le suivi des traitements ;
- La prévention et la réduction des risques et des dommages ;
- Les dépistages et la vaccination.

L'objectif attendu est de conforter et améliorer le service rendu aux usagers, en fonction des besoins des territoires, en s'appuyant sur les trois dimensions caractéristiques des CSAPA : proximité (incluant le développement des démarches « d'aller vers » / et de « ramener vers » et l'intensification de leurs partenariats avec l'offre sanitaire, sociale et médico-sociale du territoire) ; pluridisciplinarité des équipes ; accompagnement des usagers dans la durée.

Il est de plus essentiel d'augmenter leur capacité à agir dans des domaines non suffisamment investis par ces structures alors qu'ils font partie intégrante de leur mission :

- dépistage par ces structures des infections par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), le virus de l'hépatite B (VHB) et le virus de l'hépatite C (VHC) ;
- vaccination VHB conformément aux recommandations de bonnes pratiques en la matière ;
- distribution de matériel de réduction des risques et des dommages (RdRD).

En fonction des besoins structurels et prioritaires que vous avez identifiés sur vos territoires, nonobstant cette priorité portée sur les CSAPA, ces crédits vous permettent également de conforter ou d'augmenter l'offre de prise en charge des autres structures d'addictologie (CSAPA « résidentiels » et centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues [CAARUD]) de vos territoires.

Par ailleurs, des crédits non reconductibles (CNR) sont délégués à hauteur de **1 M€**.

Ces crédits sont destinés à améliorer l'offre en matière de prise en charge en addictologie et de réduction des risques et des dommages (hors renforcement d'ETP en financement pérenne).

Ces crédits non reconductibles pourront notamment servir à l'achat de naloxone par les CAARUD.

Les CNR contribuent aussi au renforcement de l'offre de réduction des risques et des dommages dans les CSAPA et les CAARUD, notamment via l'achat de matériel. Ils pourront enfin financer des prestations d'interprétariat pour les usagers de ces structures.

Ils permettent enfin aux CSAPA de s'approvisionner en médicaments, notamment en traitements de substitution. Compte tenu de leur prix et de leur place dans la stratégie thérapeutique qui reste à préciser, le recours aux nouveaux médicaments particuliers comme les traitements de substitution aux opiacés (TSO) de nouvelle génération (forme hebdomadaire, mensuelle ou implantable) en CSAPA doit être effectué actuellement dans un déploiement limité : continuité des soins notamment pour les sortants de prison, pas d'initiation.

Informations relatives aux Haltes soins addictions (HSA) et aux rapports d'activité

Des crédits ont été mis en réserve au niveau national pour la création de HSA, anciennement salle de consommation à moindre risque, prévues par la loi de financement de la sécurité sociale 2022. Vous êtes invités à prendre contact avec la Direction générale de la santé (DGS) pour toute programmation d'ouverture (dgs-sp3@sante.gouv.fr).

4. Rapports d'activité 2022

Pour rappel, la transmission des rapports d'activité des CAARUD se fera par un site internet dédié (SOLEN). La campagne de saisie des rapports d'activité 2022 par voie dématérialisée sera ouverte au premier trimestre 2023 et clôturée à la fin du deuxième trimestre 2023, vous en serez informés par message électronique.

Les rapports d'activité 2022 des CSAPA ambulatoires et des CSAPA avec hébergement restent sur Excel, vous les trouverez en annexes 7 et 8 de l'instruction interministérielle n° DGCS/1B/5B/DGS/SP2/SP3/DSS/1A/2022/112 du 19 avril 2022 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2022 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques.

Les rapports d'activité CSAPA sont à transmettre uniquement sous format Excel pour le 31 mai 2023 au plus tard à la DGS / bureau SP3 (dgs-sp3@sante.gouv.fr et malisa.rattanatrav@sante.gouv.fr)

Que ce soit pour les rapports des CAARUD sur SOLEN ou les rapports CSAPA sur Excel, il vous appartient de vérifier que :

- la totalité des items est renseignée notamment la dotation de l'Assurance maladie, la file active, le nombre d'ETP et leur structuration. Vous veillerez particulièrement à l'exhaustivité des rapports des CSAPA avec hébergement ;
- les données recueillies sont cohérentes.

Le délai de retour des rapports doit être respecté pour que ces rapports puissent être analysés dans un délai raisonnable et que leur synthèse ne prenne pas de retard.

Ces remontées sont importantes au niveau national pour pouvoir dresser un état des lieux mais sont également indispensables au niveau régional pour la compréhension de l'offre au niveau territorial et pour le pilotage de vos structures.

Le détail de la répartition des montants entre régions est présenté en annexe. Vous êtes invités à lancer cette seconde partie de campagne budgétaire dans les meilleurs délais.

Vu au titre du CNP par le secrétaire général
des ministères chargés des affaires sociales,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "Signé".

Pierre PRIBILE

Pour les ministres et par délégation :
La cheffe de service, adjointe au directeur
de la sécurité sociale,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "Signé".

Delphine CHAMPETIER

Pour le ministre des solidarités, de l'autonomie
et des personnes handicapées, par délégation :
Le directeur général de la cohésion sociale,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "Signé".

Jean-Benoît DUJOL

Pour le ministre de la santé et de
la prévention, par délégation :
Le directeur général de la santé,

A stylized signature in black ink, slanted upwards to the right, reading "Signé".

Jérôme SALOMON

ANNEXE

Notifications régionales pour 2022

Région	DRL RECONDUCTIBLES			OPÉRATION DE PÉRIMÈTRE	DRL DÉBUT DE CAMPAGNE
	DRL au 15/11/2021 (1)	Régularisation non reconductibles (2)	DRL au 31/12/2021 (3) = (2-1)	Opérations de fongibilité (4)	DRL au 01/01/2022 (5) = (3+4)
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	70 853 901 €	-1 776 003 €	69 077 898 €		69 077 898 €
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	35 447 065 €	-495 298 €	34 951 767 €		34 951 767 €
BRETAGNE	25 506 209 €	-1 545 454 €	23 960 756 €		23 960 756 €
CORSE	4 921 670 €	-31 659 €	4 890 011 €		4 890 011 €
CENTRE VAL-DE-LOIRE	23 296 670 €	-340 223 €	22 956 447 €		22 956 447 €
GRAND EST	62 939 225 €	-811 825 €	62 127 400 €		62 127 400 €
GUADELOUPE	8 763 009 €	-136 703 €	8 626 306 €		8 626 306 €
GUYANE	14 636 602 €	-174 682 €	14 461 920 €		14 461 920 €
HAUTS-DE-FRANCE	75 295 784 €	-926 829 €	74 368 956 €	3 421 798 €	77 790 754 €
ÎLE-DE-FRANCE	187 131 282 €	-1 469 507 €	185 661 775 €		185 661 775 €
MARTINIQUE	9 841 843 €	-74 048 €	9 767 794 €		9 767 794 €
NOUVELLE-AQUITAINE	59 106 705 €	-847 762 €	58 258 943 €		58 258 943 €
NORMANDIE	32 830 796 €	-363 659 €	32 467 137 €		32 467 137 €
OCCITANIE	74 140 622 €	-1 223 280 €	72 917 342 €		72 917 342 €
LA RÉUNION	12 734 367 €	-154 774 €	12 579 593 €		12 579 593 €
MAYOTTE	2 426 797 €	-4 058 €	2 422 739 €		2 422 739 €
PACA	67 631 567 €	-867 994 €	66 763 573 €		66 763 573 €
PAYS DE LA LOIRE	30 115 914 €	-547 606 €	29 568 308 €		29 568 308 €
TOTAL DRL 2022	797 620 027 €	-11 791 363 €	785 828 664 €	3 421 798 €	789 250 462 €

Région	DRL DÉBUT DE CAMPAGNE	Extension année pleine 2022 des installations 2021	Actualisation			Mesures nouvelles							Autres opérations		DRL au 01/11/22		
	DRL au 01/01/2022	EAP prévue dans le cadre des installations 2021	Effet masse salariale Effet prix	Effet Inflation CB2	Effet Valeur du point CB2	Crédits reconductibles							Crédits non reconductibles	Régularisation reconductibles		Régularisation non reconductibles	
						1 des mesures nouvelles	Addictologie	ACT	LAM / LHSS	UCSD	Revalorisation salariale (Laforsade et conf. métrons)	Attractivité des métiers (Séguir. 2)					Addictologie
(1)	(2)	(3) = (2+1)*0,47%	(4) = (2+1)*0,66%	(5) = (2+1)*0,61%	(6) = [17 à 13]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
Auvergne-Rhône-Alpes	69 077 898 €	2 565 989 €	336 726 €	472 850 €	437 028 €	4 250 285 €	1 100 672 €	239 400 €	536 695 €	192 500 €	1 883 439 €	297 580 €	1 116 738 €			77 257 514 €	
Bourgogne-Franche-Comté	34 951 767 €	1 371 548 €	170 720 €	239 734 €	221 572 €	1 739 690 €	171 532 €	170 782 €	170 450 €	0 €	1 155 368 €	150 568 €	44 503 €			36 798 533 €	
Bretagne	23 960 759 €	1 538 638 €	119 850 €	168 303 €	155 550 €	2 078 035 €	484 365 €	82 562 €	137 901 €	309 169 €	998 901 €	103 220 €	41 733 €			29 061 988 €	
Corse	4 890 011 €	233 887 €	24 082 €	33 818 €	31 256 €	260 264 €	11 667 €	31 500 €	41 593 €	0 €	154 439 €	21 066 €	3 864 €			5 477 182 €	
Centre-Val-de-Loire	22 956 447 €	976 475 €	112 485 €	145 991 €	145 991 €	1 538 893 €	167 222 €	94 500 €	135 271 €	192 500 €	850 507 €	98 894 €	35 470 €			25 923 719 €	
Grand Est	62 123 404 €	2 746 524 €	304 907 €	428 168 €	395 731 €	3 731 841 €	598 984 €	63 000 €	461 842 €	2 340 377 €	2 671 638 €	267 638 €	87 027 €			69 821 586 €	
Guadeloupe	8 626 306 €	196 636 €	41 468 €	58 231 €	53 820 €	373 341 €	19 094 €	0 €	59 675 €	0 €	267 418 €	37 161 €	6 203 €			9 366 013 €	
Guyane	14 461 920 €	398 306 €	69 843 €	98 077 €	90 647 €	771 371 €	72 634 €	194 128 €	59 675 €	0 €	382 633 €	62 300 €	6 776 €			15 896 941 €	
Hauts-de-France	77 790 754 €	2 460 911 €	377 277 €	529 793 €	489 057 €	4 682 738 €	1 317 405 €	373 745 €	406 185 €	0 €	2 250 289 €	335 114 €	80 166 €			80 439 286 €	
Île-de-France	185 661 775 €	7 889 858 €	909 893 €	1 277 451 €	1 180 865 €	10 335 985 €	675 116 €	715 990 €	1 685 903 €	309 169 €	6 150 001 €	799 810 €	198 926 €			207 454 352 €	
Martinique	9 767 794 €	671 911 €	49 067 €	68 902 €	68 902 €	535 686 €	155 737 €	0 €	59 675 €	0 €	278 196 €	42 079 €	6 613 €			11 163 655 €	
Nouvelle-Aquitaine	58 259 945 €	2 212 131 €	284 214 €	399 119 €	368 874 €	2 760 619 €	447 884 €	62 582 €	324 041 €	0 €	1 655 139 €	250 973 €	83 335 €			64 377 235 €	
Normandie	32 467 137 €	2 227 012 €	163 063 €	228 981 €	211 034 €	2 669 972 €	385 704 €	436 745 €	153 362 €	309 169 €	1 245 040 €	139 865 €	41 356 €			39 009 055 €	
Occitanie	72 917 342 €	3 046 166 €	357 028 €	501 369 €	463 377 €	4 934 755 €	407 474 €	934 619 €	478 435 €	0 €	2 800 107 €	314 120 €	84 356 €			82 304 396 €	
La Réunion	12 579 593 €	754 761 €	62 671 €	88 007 €	81 340 €	894 093 €	84 295 €	197 547 €	166 001 €	0 €	392 059 €	54 191 €	9 860 €			14 470 325 €	
Mayotte	2 422 738 €	156 400 €	12 028 €	16 990 €	15 611 €	209 120 €	0 €	0 €	79 914 €	0 €	118 769 €	10 437 €	2 783 €			2 615 570 €	
PACA	66 763 573 €	2 827 551 €	327 078 €	459 301 €	424 506 €	4 345 540 €	266 847 €	429 425 €	378 655 €	192 500 €	2 790 503 €	287 610 €	79 325 €			75 226 974 €	
Pays de la Loire	29 568 305 €	1 631 988 €	146 841 €	205 922 €	190 322 €	1 998 765 €	200 035 €	272 263 €	127 682 €	0 €	1 271 408 €	127 377 €	52 964 €			33 794 910 €	
Total	798 236 482 €	33 807 633 €	3 868 843 €	5 462 274 €	5 021 246 €	46 177 898 €	6 568 972 €	4 313 868 €	5 442 348 €	1 504 968 €	26 844 581 €	3 482 993 €	1 600 600 €	0 €	0 €	35 262 760 €	
Credits non délégués																35 262 760 €	
TOTAL ONDAM																921 931 798 €	

Actualisation 2022 Valeur du point (+0,61%)	Total ACT troubles psychiques 2022	Rappel base LHSS pour 2022 en €	EAP LHSS 2022 des installations 2021 = EAP (3)	Actualisation 2022 (+0,47%)	Actualisation 2022 Inflation (+0,66%)	Actualisation 2022 Valeur du point (+0,61%)	Mesures nouvelles 2022		Total LHSS 2022	Rappel base LAM pour 2022 en €	EAP LAM 2022 des installations 2021 = EAP (4)	Actualisation 2022 (+0,47%)	Actualisation 2022 valeur du point (+0,66%)	Actualisation 2022 valeur du point (+0,61%)	Mesures nouvelles 2022 MN Stratégie pauvreté (3 mois)	Total LAM 2022	Base "Un chez soi d'abord" pour 2022 en €	EAP "Un chez soi d'abord" 2022 des installations 2021 = EAP (5)	Actualisation 2022 (+0,47%)
							MN Stratégie pauvreté (3 mois)	MN Ségur (3 mois)											
0	0	8 622 769	0	40 527	56 910	52 599	157 369	209 826	9 140 000	6 958 163	0	32 703	45 924	42 445	169 500	7 248 735	1 899 280	96 250	9 379
0	0	2 942 845	248 404	14 999	21 062	19 467	41 965	62 948	3 351 689	2 546 589	0	11 969	16 807	15 534	45 537	2 636 437	1 095 555	0	5 149
0	0	2 552 103	0	11 995	16 844	15 568	41 965	62 948	2 701 423	2 119 707	0	9 963	13 990	12 930	32 888	2 189 478	329 583	329 583	3 098
0	0	319 105	0	1 500	2 106	1 947	10 491	20 983	356 132	252 017	0	1 184	1 663	1 537	10 119	266 521	388 080	0	1 824
0	0	2 438 720	0	11 462	16 096	14 876	41 965	62 948	2 586 066	2 120 422	0	9 966	13 995	12 935	30 358	2 187 675	96 250	96 250	905
0	0	7 768 953	130 412	37 127	52 136	48 186	136 387	188 843	8 362 044	6 958 153	0	32 703	45 924	42 445	136 612	7 215 837	806 260	96 250	4 242
0	0	1 323 715	0	6 221	8 737	8 075	20 983	20 983	1 388 714	1 766 128	0	8 301	11 656	10 773	17 709	1 814 568	0	0	0
0	0	1 773 285	0	8 334	11 704	10 817	20 983	20 983	1 846 106	1 538 664	0	7 232	10 155	9 386	17 709	1 583 146	0	0	0
0	0	8 632 169	0	40 571	56 972	52 656	136 387	188 843	9 107 598	6 640 902	0	31 212	43 830	40 510	80 955	6 837 409	1 481 178	0	6 962
2 033	339 079	27 309 885	0	128 356	180 245	166 590	440 634	587 508	28 813 219	20 435 380	0	96 046	134 874	124 656	657 761	21 448 717	1 655 398	620 277	10 696
0	0	1 208 050	0	5 678	7 973	7 369	20 983	20 983	1 271 036	1 488 990	0	6 998	9 827	9 083	17 709	1 532 608	96 250	96 250	905
2 033	339 079	5 330 742	0	25 054	35 183	32 518	94 422	125 895	5 643 814	4 112 345	0	19 328	27 141	25 085	103 724	4 287 624	1 483 635	0	6 973
0	0	3 720 791	203 168	18 443	25 898	23 936	52 456	62 948	4 107 640	3 106 979	149 042	15 303	21 490	19 862	37 948	3 350 624	329 583	329 583	3 098
2 033	339 079	7 393 774	0	34 751	48 799	45 102	125 895	167 861	7 816 182	6 147 727	0	28 894	40 575	37 501	184 679	6 439 376	2 319 694	0	10 903
0	0	2 467 436	0	11 597	16 285	15 051	52 456	62 948	2 625 773	1 814 329	0	8 527	11 975	11 067	50 597	1 896 495	587 066	116 667	3 308
0	0	584 845	0	2 749	3 860	3 568	20 983	20 983	636 987	499 789	0	2 349	3 299	3 049	37 948	546 434	0	0	0
0	0	6 949 884	0	32 664	45 869	42 394	115 404	146 878	7 333 094	5 445 570	0	25 594	35 941	33 218	116 373	5 656 696	2 166 630	212 917	11 184
0	0	3 263 634	231 192	16 426	23 066	21 318	41 965	62 948	3 660 549	2 955 516	0	13 891	19 506	18 029	22 769	3 029 711	710 010	0	3 337
6 099	1 017 236	94 602 704	813 176	448 455	629 745	582 037	1 573 693	2 098 257	100 748 066	76 907 371	149 042	362 165	508 572	470 044	1 770 895	80 168 089	15 444 452	1 994 027	81 961

Actualisation 2022 Inflation (+0,66%)	Actualisation 2022 valeur du point (+0,61%)	Mesures nouvelles 2022		Total "Un chez soi d'abord" 2022	Base "Autres mesures rattachées au Ségur de la santé" pour 2022 en €	EAP "Autres mesures rattachées au Ségur de la santé" pour 2022 en € = EAP Σ (6) à (9)	Actualisation 2022 (+0,47%)	Actualisation 2022 Inflation (+0,66%)	Actualisation 2022 valeur du point (+0,61%)	Autres mesures rattachées au Ségur de la santé					Total "Autres mesures rattachées au Ségur de la santé" pour 2022 en €	Régularisation reductible	Régularisation non reductible	Dotation Régionale Limitative (DRL) au 01/11/2022
		généraliste	villes moyennes							Revalorisation "Laforcade" (ESMS privés - 12 mois)	80% Revalorisation métiers socio-éducatifs (9 mois)	20% Revalorisation métiers socio- éducatifs (9 mois)	Revalorisation des médecins salariés (9mois)	Revalorisation attractivité - Ségur 2 (12 mois)				
13 170	12 173	192 500	0	2 222 752	1 434 579	1 732 356	14 885	20 902	19 318	825 031	735 197	183 799	139 412	297 580	5 403 058			77 257 514
7 231	6 683	0	0	1 114 618	436 655	536 424	4 573	6 422	5 936	620 362	371 992	92 998	70 006	150 568	2 295 935			38 798 533
4 350	4 021	116 666	192 500	979 801	558 153	593 552	5 413	7 601	7 025	589 479	255 015	63 754	50 653	103 220	2 233 865			28 061 868
2 561	2 367	0	0	394 833	70 492	83 408	723	1 016	939	79 500	52 044	13 011	9 883	21 066	332 082			5 477 182
1 271	1 174	0	192 500	388 350	417 873	493 352	4 283	6 014	5 558	498 317	244 326	61 081	46 783	98 894	1 876 481			25 923 719
5 957	5 505	0	0	918 214	1 424 082	1 670 173	14 543	20 422	18 875	1 387 854	661 222	165 306	125 994	267 638	5 756 110			69 821 598
0	0	0	0	0	144 042	176 958	1 509	2 119	1 958	135 758	91 810	22 952	16 897	37 161	631 165			9 366 013
0	0	0	0	0	127 400	151 400	1 310	1 840	1 701	161 553	153 918	38 480	28 683	62 300	728 585			15 896 941
9 776	9 035	0	0	1 506 951	1 525 786	1 762 204	15 454	21 701	20 057	1 059 404	827 928	206 982	155 975	335 114	5 930 604			86 439 296
15 019	13 882	309 166	0	2 624 438	4 775 364	5 613 731	48 829	68 568	63 373	3 305 663	1 976 000	494 000	374 338	799 810	17 519 675			207 454 352
1 271	1 174	0	0	195 850	170 292	195 708	1 720	2 416	2 233	128 102	103 959	25 990	20 146	42 079	692 643			11 163 655
9 792	9 050	0	0	1 509 450	1 187 192	1 286 708	11 627	16 328	15 091	763 922	620 050	155 013	116 154	250 973	4 423 058			64 377 235
4 350	4 021	116 666	192 500	979 801	656 704	724 346	6 491	9 115	8 424	744 499	345 548	86 387	68 606	139 865	2 789 985			38 009 055
15 310	14 150	0	0	2 360 056	1 236 333	1 475 667	12 746	17 899	16 543	1 681 504	776 060	194 015	148 529	314 120	5 873 415			82 304 396
4 645	4 293	0	0	715 978	322 792	406 051	3 426	4 810	4 446	198 587	133 885	33 471	26 116	54 191	1 187 775			14 470 325
0	0	0	0	0	106 400	136 400	1 141	1 602	1 481	81 455	25 785	6 446	5 082	10 437	376 230			2 815 570
15 705	14 515	192 500	0	2 613 451	1 320 586	1 489 119	13 206	18 544	17 139	1 766 543	710 565	177 641	135 753	287 610	5 936 706			75 226 874
4 686	4 331	0	0	722 364	512 265	615 460	5 300	7 443	6 879	817 048	314 696	78 674	60 990	127 377	2 546 132			33 794 910
115 094	106 375	927 498	577 500	19 246 906	16 414 050	19 143 018	167 179	234 762	216 977	14 844 581	8 400 000	2 100 000	1 600 000	3 400 000	66 520 568	0	0	886 659 038

Région	DRL DÉBUT DE CAMPAGNE	Extension année pleine 2022 des installations 2021	Mesures nouvelles CB1							Mesures nouvelles CB2							DRL au 01/11/22
	DRL au 01/01/2022	EAP prévue dans le cadre des installations 2021	Actualisation	ACT	LAM / LHSS	UCSD	Revalorisation salariale (L'ajustement et conf. métiers)	I des mesures nouvelles	Actualisation	Actualisation	Addictologie		Revalorisations salariales	Revalorisations salariales	Attractivité des métiers (Séjour 2)	I des mesures nouvelles	
			Effet masse salariale					CB1	Effet Valeur du point	Effet Inflation	Crédits reconductibles	Crédits non reconductibles	20% conférence des métiers - socio-éducatifs (9 mois)	conférence des métiers - médecins (9 mois)	CB2		
																(3) = (2+1)*0,47%	
(1)	(2)																
AUVERGNE RHÔNE-ALPES	69 077 899 €	2 565 989 €	336 726 €	239 400 €	536 695 €	192 500 €	1 560 229 €	2 528 823 €	437 028 €	472 850 €	1 100 672 €	116 738 €	183 799 €	139 412 €	297 580 €	1 838 201 €	77 257 514 €
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	34 951 767 €	1 371 548 €	170 720 €	170 782 €	150 450 €	0 €	992 354 €	1 313 586 €	221 572 €	239 734 €	1 71 532 €	44 503 €	92 998 €	70 006 €	150 568 €	529 607 €	38 798 533 €
BRETAGNE	23 950 756 €	1 539 638 €	119 852 €	82 582 €	137 801 €	309 166 €	844 494 €	1 374 043 €	155 552 €	168 303 €	484 365 €	41 733 €	63 754 €	50 653 €	103 220 €	743 725 €	28 061 868 €
CORSE	4 890 011 €	233 887 €	24 082 €	31 500 €	41 593 €	0 €	131 945 €	204 638 €	31 256 €	33 816 €	11 267 €	3 864 €	13 011 €	9 883 €	21 066 €	59 481 €	5 477 182 €
CENTRE VAL-DE-LOIRE	22 555 447 €	978 475 €	112 453 €	94 500 €	135 271 €	192 500 €	742 943 €	1 164 914 €	145 991 €	157 357 €	167 222 €	35 470 €	61 081 €	46 783 €	98 594 €	409 450 €	25 923 719 €
GRAND EST	62 127 400 €	2 746 524 €	304 907 €	63 000 €	461 842 €	0 €	2 049 077 €	2 573 919 €	395 731 €	428 168 €	598 984 €	87 027 €	165 306 €	125 994 €	267 638 €	1 244 949 €	69 821 598 €
GUADÉLOUPE	8 626 306 €	186 636 €	41 468 €	0 €	59 675 €	0 €	227 568 €	297 243 €	53 820 €	58 231 €	19 094 €	6 203 €	22 952 €	16 897 €	37 161 €	102 398 €	9 366 013 €
GUYANE	14 461 920 €	398 306 €	69 943 €	194 128 €	59 675 €	0 €	315 471 €	569 274 €	90 647 €	90 077 €	72 634 €	6 778 €	38 480 €	29 683 €	62 300 €	208 873 €	15 896 941 €
HAUTS-DE-FRANCE	77 790 754 €	2 480 911 €	377 277 €	373 745 €	406 185 €	0 €	1 887 332 €	2 667 262 €	489 657 €	529 793 €	1 317 405 €	86 166 €	206 982 €	155 975 €	335 114 €	2 103 642 €	86 439 296 €
ÎLE-DE-FRANCE	185 661 775 €	7 889 858 €	909 693 €	715 990 €	1 685 903 €	309 166 €	5 281 663 €	7 992 722 €	1 180 665 €	1 277 451 €	675 116 €	198 926 €	494 000 €	374 338 €	2 542 189 €	207 454 352 €	191 163 555 €
MARTINIQUE	9 767 794 €	671 911 €	49 067 €	0 €	59 675 €	0 €	232 060 €	291 735 €	63 682 €	68 902 €	155 737 €	6 613 €	25 990 €	20 146 €	42 079 €	250 564 €	11 163 655 €
NOUVELLE-AQUITAINE	58 258 943 €	2 212 131 €	284 214 €	82 582 €	324 041 €	0 €	1 383 972 €	1 790 595 €	368 874 €	399 119 €	447 884 €	93 335 €	155 013 €	116 154 €	250 973 €	1 063 359 €	64 377 235 €
NORMANDIE	32 467 137 €	1 634 137 €	163 063 €	436 745 €	153 352 €	309 166 €	1 090 047 €	1 989 310 €	211 634 €	228 981 €	385 704 €	41 356 €	86 387 €	68 606 €	139 865 €	721 918 €	38 009 055 €
OCCITANIE	72 917 342 €	3 046 166 €	357 028 €	934 619 €	478 435 €	0 €	2 457 564 €	3 870 618 €	463 377 €	501 369 €	407 474 €	84 358 €	194 015 €	148 529 €	314 120 €	1 148 495 €	82 304 396 €
LA RÉUNION	12 570 591 €	754 781 €	62 871 €	197 547 €	166 001 €	0 €	332 472 €	606 026 €	81 340 €	88 007 €	84 295 €	9 860 €	33 471 €	26 119 €	54 191 €	207 033 €	14 470 323 €
MAYOTTE	2 422 730 €	136 400 €	0 €	79 914 €	0 €	0 €	107 240 €	18 154 €	15 611 €	16 890 €	0 €	2 783 €	6 446 €	5 082 €	10 437 €	2 815 570 €	2 422 730 €
PACA	66 763 573 €	2 827 551 €	327 078 €	429 425 €	378 655 €	192 500 €	2 477 108 €	3 477 688 €	424 506 €	459 301 €	266 847 €	79 325 €	177 641 €	135 753 €	287 610 €	947 177 €	75 226 874 €
PAYS DE LA LOIRE	29 568 308 €	1 631 988 €	146 641 €	272 263 €	127 662 €	0 €	1 131 744 €	1 531 689 €	190 322 €	205 922 €	200 035 €	52 964 €	78 674 €	69 990 €	127 377 €	520 040 €	33 794 910 €
TOTAL	1 142 231 818 €	51 302 913 €	3 163 843 €	6 313 308 €	5 172 213 €	1 584 993 €	23 244 351 €	32 219 213 €	3 102 898 €	3 242 824 €	6 266 398 €	1 000 018 €	2 100 908 €	1 608 910 €	3 202 900 €	16 918 614 €	1 183 530 331 €